

Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10 · Numéro 12, 28 Octobre 2009

Ligme de fond

UE CEDEAO : Pas d'APE en octobre mais les négociations continuent..... 1

Coton: le Brésil utilisera les sanctions pour négocier avec Washington 4

NOUVELLES DE L'OMC

OMC/ Agriculture : Le Comité met l'accent sur le partage des renseignements concernant le commerce des produits agricoles 5

SUR LE FIL

Sommet du G 20 : Vers une meilleure régulation des marchés 6

Coopération Sud – Sud : Les droits de douane sur 4 000 produits supprimés 8

NOUVELLES REGIONALES

OMC : Des Africains menacent de bloquer les négociations à l'OMC sur les subventions agricoles..... 10

Afrique orientale et négociations commerciales avec l'UE..... 11

EVENEMENTS

PUBLICATIONS

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux.

LIGME DE FOND

UE CEDEAO : Pas d'APE en octobre mais les négociations continuent

Dans le cadre de la négociation de l'APE, les négociateurs de la Commission européenne et de l'Afrique de l'Ouest se sont retrouvés à Bruxelles du 21 au 25 septembre 2009 pour poursuivre les discussions en vue de la conclusion d'un accord partiel portant sur les marchandises et le volet développement, les dispositions institutionnelles, le règlement des différends et comportant une clause de rendez-vous sur les services et d'autres questions liées au commerce, conformément au chronogramme convenu le 17 juin 2009 par les négociateurs en chefs.

Comme de coutume, la session a été organisée en deux phases : une réunion de négociation au niveau des experts (21-24 sept.) et une autre ayant réuni les hauts fonctionnaires (25 sept.).

Les travaux ont porté sur de nombreux points restés en suspens dans le texte conjoint et qui doivent encore faire l'objet de discussions approfondies en perspective de l'échéance d'octobre fixée par les négociateurs en chef. Ces points sont les suivants :

Divers éléments entre crochets dans le texte de l'accord :

- Prélèvements communautaires

- Clause NPF ;
- Subvention UE
- Partie IV relative au volet développement (Papad)
- L'offre d'accès au marché
- Echanges sur les clauses de rendez-vous ;
- Règles d'origine

Peu de points de convergences...

Ajustement fiscal, Art. 9 : Partie IV : les deux parties se sont entendues sur « l'absorption (par la CE) de l'impact fiscal net agréé entre les deux parties, en pleine complémentarité avec les réformes fiscales pertinentes. »

Politiques sectorielles régionales : Cette question avait été introduite dans le texte par l'AO pour s'assurer, en cas de conflit entre la mise en œuvre d'un engagement pris dans l'APE et la mise en œuvre d'une politique nécessaire à l'intégration, que cette dernière soit privilégiée et que la région ait le droit par exemple de surseoir temporairement à la libéralisation. La CE avait estimé que cela remettrait en cause la prévisibilité de l'APE et donc sa sécurité juridique. Un compromis a été trouvé sur le langage. L'AO garde la possibilité de privilégier l'intégration régionale mais renonce à prendre la décision unilatéralement. En cas de problème, l'AO saisira le Conseil conjoint de l'APE qui doit donner son avis dans les six mois (au-delà, l'AO prendra la mesure appropriée).

... et beaucoup de divergences

Les divergences restent nombreuses. Certaines portent sur les questions correspondant à des lignes rouges pour chaque partie.

Prélèvement communautaire AO : la CE a reconnu l'importance de ces prélèvements pour le financement de l'intégration en Afrique de l'Ouest. Elle affirme cependant ne pas être assurée du caractère légal de leur non suppression lors du processus de désarmement. La partie AO a soumis une nouvelle proposition qui vise à exclure ces prélèvements de la définition d'un droit de douane. La question n'a pas été tranchée et l'AO affirme que sa position ne changera pas.

Règlement des différends : à cause du fait qu'elle est majoritairement constituée de PMA, et s'inspirant de ce qui existe à l'OMC, l'AO a proposé la mise en place d'un fond d'assistance juridique pour aider la région à recourir au règlement des différends lorsque c'est nécessaire. La CE n'accepte pas cette proposition et affirme que cette assistance doit être demandée dans le cadre de la coopération au développement.

D'autre part, la région AO a proposé l'inclusion d'une clause de paix de 10 ans au cours desquels les parties renoncent au règlement des différends et privilégient la consultation et l'arrangement.

Clause NPF : ayant commencé par un rejet de la clause NPF, l'AO a assoupli dernièrement sa position en acceptant de l'inclure dans l'APE mais décide de ne l'appliquer à l'Europe que lorsqu'elle rentre dans un accord avec un Pays Développé, conformément aux règles de l'OMC. La région de l'Ouest rejette ainsi la proposition européenne d'introduire la notion de Partenaire Commercial Majeur.

Les subventions agricoles européennes : l'AO a proposé l'introduction d'un article demandant l'élimination des subventions européennes, en

particulier les soutiens internes, qui créent des distorsions sur le marché régional ouest africain et qui entravent aussi l'accès des produits de la région au marché européen, impactant ainsi négativement sur les 100% d'ouverture supposée accordée par l'Europe. La CE a estimé que la proposition de l'AO est irrecevable puisque cette question est traitée, sans succès, à l'OMC. L'AO a répondu qu'elle ne cherche qu'à résoudre une contrainte importante et spécifique, dans un accord avec l'Europe, peu importe donc, ce que l'OMC en fait.

Offre d'accès au marché : l'offre d'accès au marché a été le gros morceau de la négociation.

En juin, les négociateurs en chefs avaient demandé aux experts de travailler à améliorer l'offre ouest africaine en procédant à une analyse produit par produit. Après avoir retravaillé son offre (lors la réunion d'Accra du 02 au 06 septembre en particulier), l'AO a soumis à la CE une offre réaménagée en même temps que les arguments qui ont prévalu aux choix de classifications dans les différentes sections.

La CE a estimé que l'offre ouest africaine reste encore très en deçà de ses attentes. Elle a fait savoir que la classification en D ne se justifiait pas pour de nombreux produits en raison de la nature et de la faible importance du commerce entre les deux régions, du contexte international, des questions de compétitivités et du bien être recherché pour les populations. Ces observations ont notamment porté sur la liste D dans les chapitre 03 (produits de la pêche), chapitre 30 (produits pharmaceutiques), chapitre 50 à 63 (textiles), chapitre 70 (verreries), chapitre 71

(métaux et pierre précieuses), chapitre 87 (matériel de transport).

Par ailleurs la CE attend un 'nettoyage' en ce qui concerne la cohérence dans les familles des produits ainsi que les propositions de l'AO sur la Section 6 (Produits chimiques).

L'AO a pris note des observations de la CE et ses experts se pencheront sur l'offre non pas seulement pour répondre aux questions de la CE mais pour mieux cibler les intérêts de la région elle-même. Quoi qu'il en soit, l'AO a fait le choix de rester dans la fourchette 60-70% d'ouverture, conformément au mandat des Ministres.

PAPED : Art. 7 : Il existe encore des divergences sur les modalités de financement du Paped. Pour se donner une certaine sécurité, au cas où la CE ne respecterait pas ses engagements à financer le volet développement, l'AO a introduit un article visant à « établir un lien entre la mise en œuvre de ses engagements dans le cadre de la libéralisation et les avancées obtenues dans l'amélioration de la compétitivité et des capacités productives de la région d'une part, et d'autre part la prise en charge des coûts des programmes par la CE ». La CE a trouvé ce lien inapproprié et impossible à établir et à proposer « d'examiner la synergie entre la mise en œuvre des engagements de l'AO et l'amélioration de la compétitivité.... ». Les deux parties se sont rapprochées même si un crochet demeure encore dans cet article. La formule proposée par la CE a largement dilué la proposition de l'AO. Les parties se sont rapprochées sur cette question mais il subsiste encore un crochet.

Il y a aussi une divergence sur le terme de financement additionnel demandé par l'AO. Face au refus de la CE, l'AO a proposé une nouvelle formulation pour que « la CE et ses Etats membres s'engagent à apporter des financements nécessaires (à la place de financement additionnel) à la mise en œuvre de la dimension développement de l'APE ».

Règles d'Origine : le groupe d'experts sur les règles d'origine a mené un travail intensif sur la question mais n'est pas parvenu à trouver un compromis définitif, même si des avancées ont été obtenues dans de nombreux domaines. La divergence majeure actuellement porte sur l'application asymétrique de l'Annexe II.a, qui selon l'AO ne devrait profiter qu'à la région.

Clauses de Rendez-vous : Il y a eu un bref échange sur la question, aux fins de savoir comment la traiter dans l'accord mais elle n'a pas fait l'objet d'une décision.

Au regard de ces importants points de divergences, les experts et les hauts fonctionnaires des deux parties, ont reconnu l'impossibilité d'avoir un accord en octobre et même d'ici la fin de l'année. Les négociateurs se sont donnés rendez vous dans cette seconde quinzaine du mois d'octobre à Abidjan pour discuter spécialement de l'offre d'accès au marché.

Coton: le Brésil utilisera les sanctions pour négocier avec Washington

Le dossier du Coton, notamment la question des subventions, continue d'opposer les pays du nord

et ceux du sud. Et le conflit entre le Brésil et les Etats-Unis sur cette question montre que le dossier est loin d'être résolu.

Le Brésil cherche à faire arrêter les subventions américaines sur le coton en utilisant la dernière décision de l'OMC l'autorisant à appliquer des mesures de rétorsions. Ainsi, il se servira des mesures de rétorsions que l'OMC l'a autorisé à prendre contre les Etats-Unis comme arme de dissuasion pour pousser Washington à arrêter de subventionner ses producteurs de coton, a indiqué le ministre brésilien des Affaires étrangères.

"Nous ne voulons pas sanctionner, mais que cette autorisation nous serve d'outil de négociation, ce qui permettra, nous l'espérons, un changement dans la législation de ce pays et d'autres pays riches" considérée comme déloyale, a souligné Celso Amorim. Le ministre brésilien s'exprimait dans le cadre de l'inauguration d'un Forum des ministres d'Inde, du Brésil et de l'Afrique du sud.

"Nous aurons bientôt une petite liste de mesures de rétorsions et la présence de cette petite liste sera très utile pour négocier", a ajouté le ministre, indiquant que le Brésil ne pensait pas appliquer les sanctions dans l'immédiat. L'OMC a annoncé lundi à Genève qu'elle autorisait le Brésil à réclamer des compensations aux Etats-Unis à cause des subventions accordées par Washington à ses producteurs de coton, un litige qui dure depuis septembre 2002.

La demande de compensations du Brésil fait suite à la condamnation en appel le 2 juin 2008 des subventions américaines au coton, considérées comme déloyales par Brasilia et reconnues comme telles par l'OMC. Pour la seule année 2006, le

montant maximum des sanctions a été établi par l'OMC à 147,4 millions de dollars. "Pour les années ultérieures, un montant annuel (sera) à déterminer par application" d'une complexe formule mathématique énoncée par l'instance d'arbitrage de l'organisation. Le Brésil a calculé le montant des sanctions à 800 millions de dollars (560 millions d'euros). Et pour convaincre que ce calcul n'est pas saugrenu, le Brésil a laissé comprendre que les montant des subventions américaines aux producteurs de coton qui ont atteint 12 milliards de dollars entre 1999 et 2002, alors que la valeur des récoltes a été de 13,9 milliards de dollars pendant la même période, soit un taux de subvention moyen de 89,5%.

Les Etats-Unis tout en se félicitant du fait que le Brésil n'a pas eu tout ce qu'il demandait, restent tout de même déçus par la décision prise par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) contre eux. *"Bien que nous restions déçus par l'aboutissement de ce conflit, nous sommes contents que les arbitres aient accordé au Brésil des mesures de rétorsions d'un montant bien inférieur à ce qu'il demandait", a soutenu l'administration américaine à travers un communiqué publié à la suite de la décision.*

NOUVELLES DE L'OMC

OMC/ Agriculture : Le Comité met l'accent sur le partage des renseignements concernant le commerce des produits agricoles

Le Comité de l'agriculture de l'OMC a poursuivi, le 24 septembre 2009, ses efforts visant à

renforcer les renseignements que les Membres échangent directement ou plus fréquemment par le biais du Secrétariat de l'OMC. Comme à l'ordinaire, la réunion a aussi permis aux Membres de se poser mutuellement des questions sur les récentes actions prises en matière de subventions et d'accès aux marchés dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture, qui ont également englobé cette fois les derniers examens concernant la Chine et la République de Corée.

OMC /Forum Public : Participation de la société civile aux discussions sur une meilleure gouvernance mondiale lors du Forum public de l'OMC

Le rôle du système commercial multilatéral dans le contexte de la crise économique sera le thème central du Forum public de l'OMC cette année et des représentants de la société civile, des milieux universitaires, des gouvernements et des médias seront encouragés à débattre activement de la façon dont le système peut répondre au mieux à la crise sur le plan mondial.

Pendant cette réunion de trois jours, qui se tiendra du 28 au 30 septembre, les participants pourront assister à 44 ateliers interactifs couvrant l'ensemble des questions et préoccupations liées au commerce.

"En temps de crise économique, la contribution de la société civile est plus que jamais nécessaire pour que nous puissions rechercher ensemble des solutions mondiales aux problèmes mondiaux" a

dit le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy.

Le commerce, qui est l'un des piliers de l'économie mondiale, a un rôle important à jouer pour stimuler la croissance. Le Forum donnera aussi l'occasion d'échanger des idées et de réfléchir sur la contribution que l'OMC et le système commercial multilatéral fondé sur des règles qu'elle incarne peuvent apporter au programme de travail de l'après crise.

Le Forum débutera par un débat inaugural de haut niveau auquel participeront le Directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, l'ancien Président sud africain, M. Thabo Mbeki, l'envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour les changements climatiques et ancien Premier Ministre norvégien, Mme Gro Harlem Brundtland, et le sénateur et ancien Ministre des affaires étrangères uruguayen, M. Sergio Abreu. Le modérateur de cette séance d'ouverture sera M. Rui Chenggang, présentateur vedette du réseau de télévision chinois CCTV.

Contexte

Le Forum public annuel de l'OMC, lancé pour la première fois en 2001, est un lieu de débat public et de discussion sur un large éventail de thèmes et d'activités de l'OMC, y compris les négociations commerciales multilatérales en cours: le Cycle de Doha. Au fil des ans, le Forum public de l'OMC est devenu l'une des principales plates formes de dialogue entre la société civile et les gouvernements. Il est à présent un rendez vous important du calendrier international. Depuis son lancement, 8 500 représentants de la société civile, des milieux universitaires, des entreprises, des médias, des gouvernements et des organisations

intergouvernementales, y compris des organisations régionales économiques et de développement, ont assisté au Forum public.

SUR LE FIL

Sommet du G 20 : Vers une meilleure régulation des marchés

C'est à Washington DC, en novembre 2008, qu'a été créé le sommet des leaders du G20. Créé en réponse à la crise économique mondiale, le G20, regroupe les leaders politiques des pays industrialisés du G8 en plus des chefs politiques de grandes économies émergentes, dont la Chine et l'Inde. Son mandat principal est de trouver des solutions à la crise économique et financière actuelle

Les dirigeants d'une vingtaine de pays et d'organisations, réunis à Pittsburgh pour le troisième sommet du G20 à moins d'un an, ont commencé jeudi soir leurs travaux de deux jours sur le territoire américain.

Les dirigeants du G20 doivent coordonner leurs positions sur la relance économique mondiale, la régulation financière et les problèmes résidant dans le commerce international, ayant passé en vue la mise en application des décisions prises lors de leur dernier sommet début avril à Londres.

Les interventions gouvernementales dans l'économie seront au centre des assises dans la ville américaine, où les participants doivent coordonner en particulier leurs politiques macro-économiques pour promouvoir le redressement de

l'économie mondiale de manière durable et équilibrée.

Des points de désaccords

La stratégie à suivre pour la sortie de la crise divise les puissances du G20. Certaines comme les Etats-Unis ou l'Angleterre, dont les économies restent dans le rouge et qui redoutent une poussée du chômage, refusent de baisser la garde, alors que d'autres comme l'Allemagne réclament la fin des programmes de relance.

Tandis que la réforme du système financier apparaissait cruciale au printemps dernier, maintenant que la tempête est passée, des résistances font jour pour réglementer les marchés financiers. Pour l'heure peu de mesures ont été prises, à l'exception de celles concernant les paradis fiscaux. La France et l'Allemagne dénoncent les groupes de pression à Wall Street et à la City, qui entravent le processus de régulation du système financier. Autre sujet de dissension entre l'Europe et les Etats-Unis : les fonds bancaires. Pour freiner les activités spéculatives, les Etats-Unis veulent que les banques étoffent leurs fonds propres. Les banques européennes qui sont moins exposées aux risques et moins capitalisées seraient désavantagées si une telle mesure était prise. La question des paradis fiscaux, des fonds spéculatifs, des normes comptables et du rôle du Fonds monétaire international (FMI) doivent également être abordées.

les bonus bancaires au cœur du G20 : les politiques fustiges l'octroi de bonus excessifs

Les Européens et les Américains sont également en désaccord sur la question de la limitation des primes des banquiers, à laquelle Washington à l'instar de Londres s'opposent, soucieux de préserver les intérêts de leur communauté financière. Cependant si le président américain s'oppose au principe de la limitation des primes, il reconnaît la nécessité de la mise en place de mesures d'encadrement. Du sommet de Pittsburgh sortira un monde nouveau « *désintoxiqué* », espère la ministre de l'Economie, Christine Lagarde. La question des bonus des traders qui enflamme l'opinion publique est une des priorités de Nicolas Sarkozy. Dans les mesures envisagées pour l'encadrement de la rémunération des traders figurent l'interdiction des bonus garantis, le paiement d'un tiers des bonus en actions de la banque et le versement de deux tiers des sommes dues en différé, après deux ou trois ans, explique Anne Michel du Monde. Il s'agit, selon elle, de rétribuer les opérations financières qui permettent des gains sur le long-terme aux banques et non celles qui bien que positives à court terme, s'avèrent perdantes in fine. Cependant elle met en garde sur les effets pervers de ce système de « *bonus-malus* ». Car elle estime qu'il pourrait « inciter un trader brutalement en perte juste avant de toucher son bonus à prendre des risques extrêmes, en investissant sur des produits financiers très rémunérateurs et très risqués, pour toucher coûte que coûte sa prime. ». Elle avance par ailleurs que ces règles qui ne s'appliqueraient qu'aux banques, ne résoudraient pas le problème car elles pourraient pousser les traders « à quitter l'univers super-régulé des banques, pour rejoindre celui, déréglementé, des fonds spéculatifs. » Elle invite à l'exploration d'autres moyens pour mettre fin aux dérives de la finance car conclut-elle, « la question des bonus ne doit pas être prise pour ce qu'elle

n'est pas : le moyen d'éviter d'autres crises financières. »

Le G 20 décide d'un rééquilibrage des droits de vote au FMI

Les pays du G20 ont accepté de renforcer le poids des pays émergents au sein du Fonds monétaire international (FMI) en transférant 5% des droits de vote de l'institution vers les pays émergents qui y sont moins représentés. La Chine, la Corée du Sud et la Turquie devraient être les principaux bénéficiaires de ce rééquilibrage décidé pour que le tour de table du FMI reflète mieux le poids des différents pays dans l'économie mondiale, a-t-on indiqué de source française. A l'inverse, les Européens "sur-représentés", à savoir la Grande-Bretagne, la France et la Belgique, devraient perdre une partie de leurs quotas. Le détail de ces transferts, qui devraient aussi toucher des pays émergents "sur-représentés" comme l'Arabie saoudite ou l'Iran, sera décidé ultérieurement, a-t-on ajouté.

Lors de leur réunion préparatoire, au début du mois de septembre à Londres,

*les ministres des Finances des pays du G20 avaient fait part d'un accord général sur le fait que les pays émergents comme l'Inde et la Chine devaient avoir davantage leur mot à dire au sein des instances financières internationales mais n'en avaient pas précisé les moyens. *Les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) réclamaient à l'origine un transfert de 7% des quotas du FMI en leur faveur. Conçues pour l'essentiel après la Deuxième Guerre mondiale, les enceintes internationales comme le FMI et la Banque mondiale sont dominées par les principales puissances

occidentales. A titre d'exemple, le Royaume-Uni et ses 60 millions d'habitants détiennent 4,86% des droits de vote au conseil des gouverneurs du FMI, loin derrière les Etats-Unis (16,77%) mais devant la Chine (3,66%) et l'Inde (1,89%), qui dépassent chacun le milliard d'habitants. En avril 2008, le conseil des gouverneurs du FMI avait adopté un projet de réforme de sa structure de gouvernance afin de réaligner les quotes-parts et la répartition des votes de ses 185 pays membres sur leur poids et leur rôle respectif dans l'économie mondiale. Sur un autre sujet, la source française a fait état de l'existence d'un "consensus assez large" du G20 contre une proposition américaine visant à ramener de 24 à 20 le nombre de sièges au conseil du FMI.

Lutte contre le protectionnisme

Les dirigeants du G20 se sont engagés à lutter contre le protectionnisme depuis le sommet de Washington, et ont convaincu le monde du fait qu'ils ont tiré des leçons des guerres commerciales survenues après la Grande Dépression, à la fin des années 1920 et au début des années 1930. En raison des mesures protectionnistes adoptées dans de nombreux pays membres du G20, qui constituent une menace sérieuse pesant sur un redressement économique déjà fragile, certains pays comme l'Inde suggèrent la lutte contre la Tendance

Coopération Sud – Sud : Les droits de douane sur 4 000 produits supprimés

Le relâchement du protectionnisme indien est de bon augure pour les négociations à l'OMC. L'Inde et les dix pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) ont signé, le 13 août dernier, un accord de libre-échange portant sur les

produits, mais non sur les services, au terme de six années d'après négociations.

Ces onze pays auront accès à un marché de 1,6 milliard d'habitants, dont la richesse produite chaque année atteint 2 000 milliards de dollars (1 415 milliards d'euros). Dans un de ses éditorial, le quotidien indien *Economic Times* a qualifié cet accord d'"historique", car il "marque pour la première fois l'entrée de l'Inde dans un formidable bloc régional commercial". Le Japon et la Chine ont déjà signé un accord similaire avec l'Asean.

New Delhi a annoncé que l'Inde et l'Asean souhaitaient atteindre, dès 2010, 50 milliards de dollars d'échanges annuels, contre 40 milliards de dollars en 2008. Depuis 2000, leurs échanges croissent à un rythme annuel de 27 %. Les économies de l'Asean constituent le quatrième partenaire commercial de l'Inde, derrière les Etats-Unis, l'Union européenne et la Chine.

L'accord prévoit une réduction progressive des droits de douane portant sur plus de 4 000 produits, soit 80 % des échanges, principalement dans le textile, l'électronique, les biens d'équipement et les produits chimiques, à partir du 1er janvier 2010, jusqu'à leur suppression en 2016. New Delhi a exclu de la liste 489 produits, essentiellement agricoles. D'autres matières premières, comme le thé et le café, verront leurs droits de douane se réduire de 35 % à 40 % d'ici 2019.

"Plutôt que de céder aux pressions de ses agriculteurs, l'Inde s'est enfin décidée à baisser ses barrières douanières, tout en promettant de soutenir le secteur. C'est un changement de stratégie et un pas en avant", commente

un haut fonctionnaire du ministère indien du commerce extérieur.

Contrepoids

L'Inde et l'Asean ont déjà annoncé qu'ils négocieraient un autre accord portant sur les services et les investissements. D'après Rebecca Fatima Santa Maria, négociatrice en chef de l'Asean, cité par le quotidien *The Hindu*, cet accord pourrait être finalisé d'ici un an.

L'accord signé avec l'Asean, qui intervient après la signature d'un accord similaire avec la Corée du Sud le 7 août, marque une politique résolument tournée vers l'Asie. En formulant la doctrine de la "*look east policy*", au début des années 1990, l'Inde annonçait son intention de resserrer ses liens économiques et politiques avec le reste de l'Asie, pour faire contrepoids aux Etats-Unis et à l'Union européenne.

Alors que le monde est traversé par des tensions protectionnistes, et quelques semaines avant une réunion informelle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Delhi, l'Inde et l'Asean ont précisé, dans une déclaration commune, que leur accord servait de signal à la communauté internationale, pour montrer qu'ils restaient "*engagés dans la libéralisation des échanges commerciaux.*"

Source : Julien Bouisson ; Le Monde

NOUVELLES REGIONALES

OMC : Des Africains menacent de bloquer les négociations à l'OMC sur les subventions agricoles

Les pays africains producteurs de Coton passent à une vitesse supérieur. En effet, suite à une négligence considérable de la question du Coton au sein de l'OMC, et à l'indifférence totale des grandes puissances aux appels incessants des producteurs de Coton d'Afrique, les ministres du Commerce des pays de l'Initiative coton ou C4 (Bénin, Burkina Faso, Mali et Tchad) menacent de bloquer toutes les futures négociations sur la libéralisation du commerce si la question des subventions agricoles, notamment celle du coton, n'était pas résolue. «Je ne vous cache pas que nous avons des armes», a lancé le ministre malien de l'Industrie, des Investissements et du Commerce, Ahmadou Abdoulaye Diallo, à l'issue d'une rencontre de concertation des ministres du C4, la semaine dernière à Ouagadougou, la capitale burkinabé.

Ces pays qui depuis avril 2003 demandent l'élimination des subventions des pays riches pour le coton et un soutien transitoire pour compenser les pertes de revenus chez les producteurs africains ont décidé de passer à une seconde phase qui est de bloquer le cycle de Doha qui fera l'objet d'une conférence ministérielle en novembre – décembre. Etant donné que les négociations du Cycle de Doha sur la libéralisation des échanges sont des négociations globales qui ne peuvent être mises en œuvre que si tous les pays approuvent les accords, si selon le ministre malien, « nous ne trouvons pas notre compte en ce qui concerne

particulièrement le coton, nous allons nous dissocier de tout le reste des négociations. Donc, les autres pays n'ont pas intérêt de ce que nous ne soyons pas signataires de l'accord global».

L'autre hypothèse envisagé par les ministres est le recours au règlement des différends, et ou aux représailles commerciales pour bloquer ces négociations que tout le monde souhaite conclure avant la fin 2010 et la prochaine conférence ministérielle est déterminante.

L'objectif de cette démarche des ministres africains est la défense des producteurs et de la filière coton. «Pour nous, l'essentiel, c'est de défendre la cause du coton, c'est de faire entendre la voix des producteurs de coton africains», déclare le ministre burkinabé du Commerce, de la Promotion, de l'Entreprise et de l'Artisanat, Mamadou Sanou.

Ils entendent «mettre la pression sur les Américains et les Européens pour les amener à réduire, sinon à supprimer les subventions qu'ils apportent à leurs producteurs. C'est parce qu'il n'y a pas de garantie que nous allons en rang serré».

Le coton a toujours était relégué au second plan, c'est justement ce que les ministres du C4 déplore et souhaite qu'il soit traité en priorité lors des prochaines sessions de négociations. L'exemple du mini-sommet ministériel de l'an dernier à Genève est cité en exemple, par ce qu'au cour de cette rencontre, seul le coton n'avait pas été abordé car il était inscrit en dernier point des négociations sur l'agriculture qui comportaient cinq autres éléments comme l'accès au marché, les produits sensibles, les produits spéciaux, et les mécanismes de sauvegarde spéciale.

Pourtant depuis la conférence ministérielle de Hong Kong 2005, les pays membres de l'OMC avaient conclu qu'il fallait traiter, de façon «ambitieuse, rapide et spécifique», le coton en raison du caractère vital de l'activité pour certains pays africains. La déclaration de Hong Kong appelait à l'élimination de toutes les formes de subvention à l'exportation par les pays développés en 2006 et la réduction des soutiens internes à la production de coton.

Tous les engagements pris depuis cette date n'ont pas été respectés. Mais les africains pensent détenir aujourd'hui un moins de faire une pression pour que la question soit profondément discutée. «On a plus de chance d'être écouté cette fois», se réjouit François Traoré, le président de l'Association des producteurs de coton africains (APROCA) créée en 2004 pour faire face à la crise de la filière coton qui affecte environ 20 millions de personnes en Afrique de l'ouest et du centre. "Il faut que les pays développés, qui subventionnent leurs producteurs, comprennent que nous ne pouvons pas développer notre économie, et nous ne pourrions pas acheter leurs productions car nous sommes pauvres à cause de leur distorsion du commerce. Il faut donc permettre que notre richesse augmente", explique Traoré.

Selon une étude de l'ONG Oxfam, la suppression complète des subventions pour le coton américain entraînerait une augmentation mondiale du prix du coton de six à 14 pour cent. Cela se traduirait par un revenu supplémentaire de cinq à 12 pour cent pour les producteurs, ce qui permettrait de nourrir un million d'enfants supplémentaires par an ou de payer les frais scolaires pour au moins

deux millions d'enfants de fermiers d'Afrique de l'ouest dépendant de la production du coton. Une réforme des subventions sur le coton pourrait en outre améliorer considérablement le bien-être de plus d'un million de foyers en Afrique occidentale, soit 10 millions de personnes en augmentant leurs revenus issus du coton de huit à 20 pour cent, ajoute Oxfam. Le soutien direct et total à la production du coton s'élevait à plus de trois milliards de dollars au cours de la période 2008-2009, soit l'équivalent de 50 centimes de dollars par livre de production réelle, selon le Comité consultatif international pour le coton (CCIC).

En juin 2003, le président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, s'était rendu au siège de l'OMC à Genève, accompagné de deux producteurs de coton et des ministres du Commerce du Mali, du Bénin et du Tchad, pour défendre les cotonculteurs de ces pays et ceux d'Afrique de l'ouest et du centre qui souffrent des subventions agricoles. C'était la première fois qu'un président défendait un dossier à l'OMC. (FIN/2009)

Source : IPS, note ENDA.

Afrique orientale et négociations commerciales avec l'UE

Les fonctionnaires de la Commission européenne ont déclaré que le retard à signer l'accord de partenariat économique intérimaire (APE) entre la communauté de l'Afrique orientale (CAO) et l'Union européenne n'a pas eu d'impact sur les exportations de la Tanzanie vers l'UE. Le conseiller au commerce et à l'intégration régionale de la délégation en Tanzanie, M. Stefan

Schleuning, a indiqué que les évolutions actuelles des échanges entre l'UE et la CAO découlent d'autres aspects commerciaux sur les marchés européen et mondial. Il donnait aux journalistes à Dar es Salaam des informations sur la suspension des exportations de sucre de la Tanzanie vers l'UE et l'impact de la signature retardée de l'APE intérimaire. «Un retard dans la signature de l'APE paraphé n'a pas interrompu les échanges entre les deux régions. La question des exportations de sucre de la Tanzanie vers l'UE n'a rien à voir avec la non signature de l'APE intérimaire» a noté M. Schleuning, qui était avec l'attaché commerciale de la délégation, M. Marcos Sampablo et l'attaché de presse et d'information, M. Henry Lyimo. L'APE intérimaire entre l'UE et la CAO, paraphé en novembre 2007 devait être signé fin juillet cette année. Cependant, la signature a dû être retardée, en attendant plusieurs autres nouveaux points que la CAO a mis sur la table.

Pendant ce temps, le plus grand bloc commercial de l'Afrique du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) a exhorté l'Union européenne (UE) à conclure un accord de partenariat économique (APE), accord qui sera accepté et couvrant tous les domaines clés qui sont importants pour le développement des pays d'Afrique orientale et australe. Récemment, l'UE a signé un APE intérimaire avec certains pays de l'Afrique orientale et australe (ESA). L'île Maurice, les Seychelles, le Zimbabwe et Madagascar ont signé des accords intérimaires tandis que la Zambie et les Comores ont indiqué qu'ils signeraient à un stade ultérieur. Le Secrétaire général du COMESA Sindiso Ngwenya, a déclaré: "il y avait encore plus de questions en suspens ».

«Le défi que nous devons relever entre aujourd'hui et la signature de l'ESA d'un accord plein d'introduire la composante économique, grâce à un accès amélioré aux marchés, le développement et l'approfondissement de l'intégration régionale et de faire des APE un véritable partenariat. Si nous ne pouvons pas faire cela nous ne pourrions pas être en mesure de profiter du plein potentiel des APE ».

Selon Ngwenya, les résultats les plus importants des APE étaient censés être l'approfondissement et le renforcement de l'intégration régionale, l'amélioration de l'accès au marché dans l'UE ou au moins d'avoir un accès équivalent à celui dont jouit en vertu de l'Accord de Cotonou. Il a en outre déclaré que les pays de l'ESA s'attendent à avoir une composante du développement dans l'APE, qui traitera des questions d'offre et améliorer le commerce des services et des questions liées au commerce, en ajoutant que bien que l'Europe était un marché important, il était nécessaire de distinguer entre l'accès aux marchés pour les PMA avancés (PMA) et les pays en développement

EVENEMENTS

20 octobre, OMC, Genève, Suisse, Comité des subventions et mesures compensatoires

20 – 21, octobre, OMC, Genève, Suisse, Conseil Général

21 – 22, octobre, OMC, Genève, Suisse, Comité des mesures antidumping

23 octobre ; OMC, Genève, Suisse, Organe de règlement des différends

23 – 28 octobre ; OMC, Genève, Suisse, Conseil ADPIC (“session extraordinaire” du Conseil)

26 – 30 octobre ; OMC, Genève, Suisse, Semaine de Genève

Autres Evénements

19-20 octobre, Paris, France ; Développement durable, réunion annuelle des experts, organisé par le Projet de l'OCDE sur le développement durable. www.oecd.org

19-21 octobre, Istanbul, Turquie, Réunion du Comité des pêcheries. www.oecd.org

26 – 29 octobre, Beijing, République populaire de Chine International Tax Dialogue (ITD) : “Financial Institutions and Instruments – Tax Challenges and Solutions”, sous les auspices du ministère des finances de la Chine.

19 – 22 octobre, Ouagadougou, Burkina Faso ; 7ème forum mondial pour le développement durable Ouagadougou 2009, Personne-ressource: Louis Blanc TRAORE, Ministère de l'environnement, Téléphone: 226-5031 3166 Télécopieur: 226-5030 6491 Courrier électronique: lbtraore@yahoo.fr Site web: http://www.fmdd.fr/english_version.html

PUBLICATIONS

CCI : « Financements et garanties dans le commerce international : guide juridique ».

Résumé : Cet Ouvrage présente du point de vue juridique, les fondements des principaux mécanismes de paiement, de financement et de sûreté du commerce international. Il fait un examen de leurs avantages ainsi que les moyens d'en limiter les risques. Il couvre également les termes et modalités de paiement, les crédits documentaires, les différentes garanties ainsi que le règlement des litiges. Et indique les décisions judiciaires et arbitrales pertinentes ainsi que l'état du droit harmonisé et des contrats types applicables. Il propose des modèles de clauses contractuelles en anglais et en français et fournit

des adresses. D'institutions internationales œuvrant dans ce domaine. Il contient un glossaire. Vous pouvez le trouver à l'adresse suivante : www.intracen.org

CCI : Répertoire mondial des sources d'informations relatives aux normes, à l'évaluation de la conformité, à l'accréditation, à la métrologie, aux règlements techniques et aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Résumé : Publié en 2009, il comporte 152 pages et donne des informations sur les normes. vous pouvez l'acquérir au Prix de 20 dollars US (prix pratiqué aux pays en développement). Voir l'International Trade Centre

CNUCED : “*Cad战略 de la politique nationale de développement du commerce du Mali*” Résumé : Réalisée à la demande et en partenariat avec le ministère malien de l'économie, de l'industrie et du commerce, cette étude dresse un état des lieux de l'économie du pays. Elle propose aussi une stratégie de développement du commerce qui table sur une mise en valeur des atouts du pays à travers un programme ambitieux de diversification des exportations reposant sur trois piliers : institutions, infrastructure et plans d'action sectoriels. Cette étude a été présentée lors d'un séminaire national sur le commerce et le développement organisé par la CNUCED à Bamako du 5 au 7 mai 2009.

CNUCED : Le développement économique en Afrique rapport 2009 /cnuCED. Résumé : Le rapport examine les tendances récentes de ces phénomènes et évalue les possibilités d'accroître les courants d'échanges, de migration et d'investissement de manière à renforcer le développement économique.

Le rapport constate que l'intégration régionale, à condition d'être conçue et appliquée dans le cadre d'une stratégie de développement plus vaste visant à promouvoir la diversification économique, les mutations structurelles et le développement technologique, peut renforcer les capacités productives des pays africains, permettre des économies d'échelle, améliorer la compétitivité et servir à ces pays de tremplin pour participer de manière effective à l'économie mondiale.

Possibilité de télécharger sur le site
www.unctad.org

OMC et PNUE : « Commerce et changement climatique » : Résumé : Publié le 26 juin 2009, ce rapport examine l'intersection du commerce et du changement climatique sous quatre angles: la science du changement climatique, la théorie économique, l'action multilatérale visant à lutter contre le changement climatique, les politiques climatiques nationales et leur effet sur le commerce. Le Rapport vise à mieux faire comprendre les points d'articulation entre le commerce et le changement climatique en montrant qu'ils interagissent de nombreuses façons. Par exemple, pour lutter contre le changement climatique, les gouvernements peuvent adopter un ensemble complexe de mesures, comprenant des mesures réglementaires et des incitations économiques, qui peuvent avoir une incidence sur le commerce international et sur le système commercial multilatéral. www.omc.org